



## INTERNATIONAL

# Sciences Po planche sur la création d'un campus à Bruxelles

Un rapport remis le 9 juillet à Luis Vassy, directeur de l'école, relève le manque criant de formation sur l'Europe dans le cursus de celle-ci

BRUXELLES - bureau européen

En 2000, Richard Descoings (1958-2012), alors directeur de l'Institut d'études politiques de Paris, ouvrait, à Nancy, le premier des six campus décentralisés de Sciences Po. Au programme, les relations franco-allemandes. Pour l'école de la rue Saint-Guillaume, dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui forme tant de hauts fonctionnaires français, il y avait là une logique indéniable à intégrer dans son cursus l'étude d'une dynamique au cœur de la construction européenne.

Vingt-cinq ans plus tard, l'Europe reste pourtant mal traitée au sein de l'institution et, pour y remédier, Luis Vassy, qui en a pris les rênes en 2024, réfléchit à l'ouverture d'une antenne à Bruxelles, au cœur des institutions communautaires, comme l'a révélé le quotidien *Les Echos*, lundi 13 juillet.

L'ancien directeur de cabinet de Stéphane Séjourné, au ministère des affaires étrangères, a mandaté Laurence Boone, ancienne secrétaire d'Etat aux affaires européennes, et Marc Lazar, professeur émérite à Sciences Po, pour travailler à la place de l'Europe dans la formation de Sciences Po. Les conclusions de ce « comité Europe », qui réunit une quarantaine de personnalités et lui ont été remises le 9 juillet, sont claires : « Un étudiant peut aujourd'hui accomplir toute sa scolarité à Sciences Po sans recevoir de formation substantielle sur l'Europe », ce qui explique que « les étudiants ne choisissent pas spontanément Sciences Po pour l'Europe et se tournent vers [le collège de] Bruges ou la LSE [London School of Economics] ».

Certes, l'établissement propose des cours de qualité sur l'Europe, mais le tronc commun fait largement l'impasse sur ces problématiques. « Il ne s'agit pas seulement d'une culture institutionnelle déficiente, mais plus encore d'un manque de connaissance des pays euro-

péens », résume l'un des participants du comité Europe, pour qui, « s'il veut être efficace, un haut fonctionnaire européen doit comprendre ce qui se passe en Finlande ».

Ces vingt dernières années, Sciences Po s'est internationalisée, recrutant désormais près de la moitié de ses étudiants en dehors de France – les Américains y représentent la deuxième nationalité. Ce faisant, l'école, très hexagonale, a changé d'échelle, et, d'une certaine manière, elle a sauté l'étape européenne. « *De La Coumeuve à Shanghai* », écrivait Richard Descoings en 2007, sans passer par la case Bruxelles. De fait, aujourd'hui, l'institut a des bureaux de représentation permanente à Singapour, New Delhi ou encore Pékin, mais pas dans la capitale de l'Europe.

Les campus en région, qui s'appelaient Europe-Asie pour celui du Havre, Europe-Amérique du Nord et Europe-Afrique à Reims, ou Europe-Méditerranée à Menton, ont été débaptisés il y a une dizaine d'années, perdant dans l'histoire leur ancrage européen. Dans leur rapport, les auteurs notent ainsi « plusieurs tentatives engagées au cours des années 2000 » afin de remettre de l'Europe au cœur des enseignements de Sciences Po, mais elles « ont reflué, au profit d'approches plus globalistes et sous l'effet d'un « euroscepticisme méthodologique » diffus ».

A l'heure où l'Europe traverse une crise existentielle, entre une Russie conquérante, des Etats-Unis protectionnistes et tournés vers l'Asie Pacifique et une Chine plus offensive commercialement

que jamais, il y a urgence à inverser la donne. « Même affaiblie, l'Europe reste la seule échelle pour répondre », juge Luis Vassy, pour qui « on ne peut pas former des dirigeants qui ne connaissent pas l'Europe ». « Les adversaires de l'Europe disposent d'un discours mobilisateur là où l'Union peine à produire un récit enthousiasmant : c'est une lacune intellec-

tuelle autant que politique », juge, pour sa part, le comité Europe dans son rapport.

### Participer au débat public

Il fait plusieurs propositions, de la création d'« un cours iconique de quarante-huit heures consacré à l'Europe » en première année à la création d'un véritable campus Europe à Bruxelles, en passant par la délocalisation au sein de la capitale belge de la deuxième année du master en affaires européennes et de ses 170 étudiants. Le rapport insiste également sur la nécessité pour Sciences Po de participer davantage à la recherche et au débat public sur l'Europe.

Luis Vassy se dit déterminé à ce que « ce rapport ne reste pas un rapport ». Il va désormais plancher sur le sujet et compte revenir avec un plan de travail, susceptible de convaincre son conseil d'administration, d'ici au début de 2027. Il semble convaincu que la réponse passe par une vraie présence à Bruxelles, au plus près de l'un des principaux pôles de pouvoirs en Europe. Tout comme l'expresident italien, Enrico Letta, qui lors d'une réunion du comité, a fait valoir que « les grandes universités américaines ont toutes un campus à Washington ».

Le directeur de Sciences Po a sûrement également été sensible à l'appel d'un autre premier ministre italien, Mario Draghi (2021-2022), qui était présent à la remise du rapport, le 9 juillet, et a plaidé pour « la formation d'élites prêtes à prendre des risques en Europe », à raisonner en dehors des cadres. ■

VIRGINIE MALINGRE

**« On ne peut pas former des dirigeants qui ne connaissent pas l'Europe »**

LUIS VASSY

directeur de Sciences Po

